

Le régime macroniste veut mettre Polytechnique au pas



Article rédigé par *Polémia*, le 31 août 2019

Source [Polémia] Par Etienne Lahyre, haut fonctionnaire, analyste politique *Article publié initialement le 27 juillet 2019* L'officier pressenti pour commander la promotion 2019 de Polytechnique avait eu le malheur d'évoquer sur son profil Facebook l'attaque terroriste du Bataclan, le « mariage pour tous » ou l'avortement. Autant d'éléments qui ont conduit l'administration de l'école à obtenir que ce lieutenant-colonel soit écarté.

Il y a exactement un an, nous analysions [la brutalité avec laquelle Emmanuel Macron avait limogé l'Ambassadeur de France en Hongrie](#). Celui-ci avait expliqué, dans un télégramme diplomatique, par définition confidentiel, que la perception de la situation politique hongroise par le Quai d'Orsay et par l'Elysée, binaire et simplificatrice, devait être affinée et enrichie par une meilleure prise en compte du terrain et de l'opinion publique hongroise. Pour avoir fait ce que tout pouvoir digne de ce nom attend d'un diplomate, c'est-à-dire lui rendre compte avec objectivité, esprit d'analyse et dans la perspective de défendre au mieux les intérêts de la France dans le cadre de la relation bilatérale avec le pays où il est affecté, l'Ambassadeur Fournier avait été mis à l'écart.

Aujourd'hui, c'est l'officier proposé par l'armée de terre pour encadrer la nouvelle promotion de polytechnique qui subit les foudres du « **régime macroniste** », qui vient de l'écarter pour délit d'opinion.

Un régime au services d'intérêts financier

Qu'il nous soit permis d'expliquer l'utilisation de cette expression. Un « régime » : tel est le terme choisi par les médias de propagande pour désigner un pouvoir politique qui, selon eux, s'écarterait des standards de la démocratie libérale. Ils évoquent ainsi le « régime chaviste » au Vénézuéla, le « régime » syrien ou russe. Mais jamais par exemple le régime Obama (qui a bombardé des pays en violant les règles de droit international, truqué des élections dans des pays étrangers et fait écouter par la NRA des millions de citoyens de tous pays). Qu'à cela ne tienne : osons désormais qualifier le pouvoir issu de l'élection présidentielle truquée de 2017 de « régime ». Ceci est loin d'être usurpé tant il est constant que la nature de ce pouvoir, qui découle des attentes de ses mandants, et de ses pratiques sont inédites sous la cinquième république.

« *Derrière Emmanuel Macron, il y a des grand intérêts financiers incompatibles avec l'impartialité exigée par la fonction politique* » affirmait François Bayrou (!) le 7 septembre 2016.

De tels intérêts, qui ont certes toujours joué un rôle dans la vie politique, s'affichent désormais ouvertement en tant que soutiens du régime macroniste. Les Philippe, Buzyn ou Wargon, pour ne citer que ceux-là, ont des liens connus avec des entreprises privées dont les intérêts propres ne sont pas ceux de la nation. On ne peut même plus parler de « conflits d'intérêts » tant les ministres et leurs conseillers forment une camarilla d'arrivistes sans vergogne, de pantins falots au service exclusif de la super-classe mondiale, si finement

analysée par Michel Geoffroy. Le régime macroniste n'est l'émanation d'aucune volonté populaire, mais représente au contraire tout ce que le pays réel honnit.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

31/08/2019 06:00